

[Texte]

Second, and an important step, would be to ensure that Canadian trading houses are used by the government, especially DSS and CIDA, where appropriate. This could be for initial purchases, post-installation supplies of equipment and services, or both.

I could also suggest some minor changes in services offered by the Department of Industry, Trade and Commerce, possibly further simplification of the PEMD grants, and increasing availability to the trading houses of information about potential suppliers. Many manufacturers are listed on the BOSS, but this information is not always readily available to us. Sometimes the business centres can provide us very quickly with information, at other times they cannot.

My fourth suggestion would involve the trading house sector, but would certainly be best organized at the government level. This would be a complete review of the sector, both inside Canada and outside, and a very critical evaluation of what methods are appropriate in Canada. Trading-house operations which are appropriate in Japan have developed in a particular climate and may or may not be appropriate here. Many studies have been carried out on the trading-house sector both inside and outside Canada. It is possible an analysis of these studies could be made available to the sector itself and throughout the government. These investigations could form a useful report recommending ways in which the sector itself could improve its performance, recommending ways in which we can work more effectively with manufacturers, and ways in which the government can ensure that it uses the sector fully.

We know from the performance of Canadian consultants overseas that Canadian business is capable of functioning very effectively in very competitive situations. We know that where manufacturers have good export facilities and large markets, our products can meet international competition. We also know that Canadian trading houses are winning international competitive bids in a variety of situations. The implementation of the suggestions made above would go far to ensure the full development and recognition of the sector's ability to solve problems for both manufacturers and buyers and to maximize the sector's contribution to Canadian exports.

[Traduction]

poste au Canada devraient en arriver à recommander plus souvent le recours à des maisons de commerce.

En deuxième lieu, et ce serait là une étape importante, il faudrait s'assurer que le gouvernement, et tout spécialement le MAS et l'ACDI, recourent à des maisons de commerce canadiennes lorsque c'est possible. Les maisons de commerce pourraient s'occuper des achats initiaux, de même que des fournitures ou des services après vente, ou de tous ces services.

Je pourrais aussi proposer quelques changements mineurs aux services offerts par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Ainsi, on pourrait simplifier les formalités à suivre pour l'obtention de subventions dans le cadre du PDME, et adopter des mesures pour que les maisons de commerce aient plus facilement accès aux informations concernant les fournisseurs potentiels. Bon nombre de fabricants ont leur nom inscrit sur les listes du SRD, mais ces listes ne nous sont pas toujours faciles d'accès. Quelquefois, les centres d'affaires peuvent nous fournir très rapidement les informations dont nous avons besoin, mais ce n'est pas toujours le cas.

Ma quatrième suggestion concerne le secteur des maisons de commerce, mais c'est le gouvernement, aucun doute là-dessus, qui serait le mieux placé pour la réaliser. Il s'agirait d'une réforme complète du secteur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada, de même que d'une évaluation très critique des méthodes appropriées pour le Canada. Les méthodes que les maisons de commerce japonaises utilisent avec succès ont été mises au point dans un climat particulier et il est possible qu'elles ne soient pas adaptées pour le Canada, comme il est possible qu'elles le soient. Le secteur des maisons de commerce a fait l'objet de nombreuses études, tant au Canada qu'à l'étranger. Une analyse de ces études pourrait être mise à la disposition des maisons de commerce elles-mêmes et des organismes gouvernementaux. Ces recherches pourraient fournir la matière nécessaire à la rédaction d'un rapport qui serait un outil précieux pour nous. Ce rapport pourrait contenir des recommandations concernant les moyens que le secteur lui-même pourrait prendre pour améliorer son rendement, les moyens à notre disposition pour en arriver à travailler plus efficacement avec les fabricants, de même que sur les moyens grâce auxquels le gouvernement pourrait s'assurer qu'il tire pleinement parti des possibilités du secteur.

• 1430

Sur la base des résultats qu'obtiennent les consultations canadiens à l'étranger, nous pouvons affirmer que l'industrie canadienne peut fonctionner très efficacement dans des marchés très compétitifs. Quand les fabricants disposent de bonnes installations pour leurs exportations, ainsi que de marchés étendus, nos produits peuvent soutenir la concurrence internationale, nous le savons. Nous savons aussi que les maisons de commerce canadiennes se voient adjudger des contrats ouverts à la concurrence internationale, ce dans une variété de situations. La mise en oeuvre des mesures que j'ai proposées favoriserait grandement le plein développement du secteur et mettrait en évidence le fait qu'il est capable de résoudre des problèmes auxquels tant les fabricants que les acheteurs font face, et porterait à son point culminant la contribution du secteur aux exportations canadiennes.